

Débat : « Une politique culturelle pour la jeunesse ? »

Rencontres de l'Hiver à l'Été

Avignon, le 14 juillet 2009

Clôture des rencontres par Jean-Claude RICHEZ, coordonnateur de la Mission Observation et Évaluation de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP)

Je ne vous proposerai ni synthèse, ni conclusion, mais quelques éléments en écho à ce qui a été dit, ou du moins à ce que j'en ai entendu.

Tout d'abord je voudrais revenir sur quelques chiffres. Des données contradictoires ont été livrées au cours de la discussion. Elles sont pour moi tout à fait révélatrices de la difficulté que nous avons à saisir les pratiques artistiques et culturelles des jeunes et de façon plus générale à saisir les pratiques et attentes des jeunes. L'observation dans ce champ devrait être l'une des missions du nouvel Injep dans la continuité de ce qui a été engagé par notre Pôle culture. Une étude relativement récente (2007) réalisée par Veres Consultant pour la ville de Paris mettait en évidence que 43% des jeunes, dans la semaine écoulée précédant l'entretien, avaient fréquenté "un atelier ou une salle de pratique artistique". Il s'agit statistiquement d'une minorité comme l'a relevé en introduction le Président de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne), mais c'est une minorité importante. C'est un pourcentage qui dépasse largement celui qu'aurait donné une enquête auprès d'une population adulte. Ce chiffre cependant doit être nuancé. Si on introduit une variable sociale, ce nombre de jeunes ayant fréquenté "un atelier ou une salle de pratique artistique" tombe effectivement à 31%. C'est cependant un chiffre encore relativement important : près d'un tiers de la population observée. Nous retrouvons donc là des proportions proches de celles qui sont relevées par la JOC auprès de ses militants qui, notons le, appartiennent essentiellement aux milieux populaires.

Avec ces deux chiffres, il nous semble important d'en évoquer deux autres extrêmement significatifs. 28 % des jeunes fréquentent un "atelier ou une salle" en dehors de tout cadre formel soit près des deux tiers (par rapport à 43%) des jeunes ayant une activité de ce type. Dans les quartiers populaires, ils sont 18% (par rapport à 31%), soit près des trois quarts des jeunes concernés. Nous retiendrons de cette deuxième série de chiffres que pour de nombreux jeunes, les pratiques artistiques se déroulent en dehors de tout cadre institué ce qui évidemment ne facilite pas leur prise en compte et témoigne également d'une réticence forte des jeunes vis-à-vis de tout cadre institué. D'autres études le confirment notamment celle que nous avons menée avec Véres consultant sur deux communes du département de l'Essonne.

Contrairement à une idée reçue, les jeunes s'intéressent à la culture et même en sont parties prenantes. Il suffit d'ailleurs d'observer ce qui se passe autour de nous au Festival d'Avignon : une grande partie des comédiens du Festival Off sont des jeunes, professionnels ou amateurs, et le mouvement des intermittents du spectacle a été également, très largement un mouvement de

jeunes professionnels. Les jeunes s'intéressent à la culture non seulement comme "consommateur" ou "public" mais aussi comme "acteurs" et "créateurs". La perception de notre société des activités culturelles des jeunes est exactement identique à celle qu'elle a sur leurs engagements. De même que les jeunes ne s'engageraient, pas ils ne s'intéresseraient pas à la culture. Pourtant, l'actualité et les recherches viennent régulièrement invalider ce constat qui finalement ne fait qu'enregistrer un aveuglement certain dans notre société quant à sa perception de la jeunesse comme vient de nous le rappeler Vincent Lalanne au nom de l'association Culture et Départements en rappelant, sur la base d'un certain nombre d'études récentes, qu'une majorité de français avaient une image négative de la jeunesse.

Toute réflexion autour d'une politique culturelle pour la jeunesse devrait s'enraciner en partant du constat qu'une partie significative de la jeunesse, même si elle est objectivement minoritaire, s'intéresse à la culture et surtout développe des pratiques artistiques. Il s'agirait de prendre comme point de départ pour construire une politique culturelle pour la jeunesse les jeunes qui sont engagées dans une pratique artistique et culturelle, et tenir compte du fait que pour une majorité d'entre eux, elle se développe en dehors d'un cadre institué, pour développer une politique culturelle non seulement pour les jeunes mais avec les jeunes. Il y a là un potentiel considérable qui devrait être au fondement même de toute politique dans ce champ.

Ceci impose évidemment un préalable : que nous nous déprenions de tout discours de maîtrise pour privilégier des logiques d'accompagnements comme l'a évoqué le porte-parole des fédérations d'éducation populaire. C'est là pour moi quelque chose d'essentiel. À la logique d'animation, nous devons substituer des logiques d'accompagnements qui ne doivent pas être confondues avec la médiation. La médiation demeurant dans une posture de maîtrise vis-à-vis des groupes entre lesquels elle est amenée à assurer cette médiation.

Au-delà du discours de la maîtrise, toute politique culturelle en direction de la jeunesse doit s'attacher également à prendre en compte ces pratiques culturelles non seulement à travers leurs dimensions sociales comme participant par exemple de la cohésion sociale ou encore relevant d'un parcours d'insertion, mais aussi et d'abord comme pratique artistique, comme expérience esthétique. Trop souvent les jeunes, en particulier ceux qui sont issus de quartiers populaires, porteurs de projets culturels sont systématiquement renvoyés au service jeunesse ou à la politique de la ville, assignés en quelque sorte au social. Nos institutions ont beaucoup de mal à prendre en compte le fait que ces jeunes créateurs refusent souvent la partition social / culture. Même si c'est ce qui fait toute l'originalité de leur travail, ils sont en droit d'attendre que l'on prenne en compte leur travail esthétique.

Le travail nécessaire d'accompagnement des pratiques artistiques des jeunes se décline selon trois axes : reconnaissance, valorisation, qualification. Nous retrouvons là le triptyque proposé en d'autres termes par le président de la JOC en ouverture de ce débat : "écoute, apport, expérimentation" :

1. Reconnaissance, c'est-à-dire prendre en compte ces pratiques, les identifier et les traiter comme pratiques artistiques même si elles bouleversent nos critères habituels d'appréciation parce qu'elles remettent en cause nos catégories traditionnelles d'appréciation : amateur versus professionnel, savant versus populaire, classements entre différentes disciplines artistiques.

2. Qualification, c'est-à-dire l'acquisition progressive de techniques nécessaires à la mise en forme et à la qualité de l'expression qui s'impose peu à peu comme nécessité dans tout processus de développement d'une pratique sociale en général et de toute pratique artistique en particulier, fait d'emprunt à l'héritage, à d'autres disciplines, à d'autres formes, à d'autres champs.

3. Valorisation, elle passe d'abord par le travail de reconnaissance, de prise en compte de l'espace public et au-delà, par un travail de production, mais aussi et surtout de mise en circulation et de développement d'échanges entre ces productions. Il s'agit de faciliter leur accès à la "scène publique" artistique (salles de concert, théâtres, salles de spectacle en général, salles d'exposition, galeries, musées, etc. qui sont autant de lieux d'expérimentation). Valoriser, c'est faciliter la confrontation avec le public mais aussi avec la critique et avec d'autres professionnels. De ce point de vue, l'initiative menée par Festival Off à Avignon avec l'opération "Critiques en résidence" me semble exemplaire. Comme celle aussi menée autour des publics jeunes que vient de nous présenter Hortense Archambault, directrice du Festival d'Avignon, et Jean-Noël Bruguière, directeur des politiques et pratiques culturelles aux Ceméa (Centre d'entraînement aux méthodes éducatives actives). Ce travail, dans son double aspect, off et in, devrait être mené systématiquement tout au long de l'année, sur l'ensemble des territoires, ce à quoi s'attache bien des associations d'éducation populaire souvent sans ou avec peu de reconnaissance publique.

Pour conclure, je pense que nous avons aujourd'hui une vraie opportunité avec l'opération Livre vert du Haut commissaire à la Jeunesse, qui en mettant à l'ordre du jour l'inscription des questions de jeunesse en général à l'agenda politique, devrait aussi prendre en compte les questions des politiques culturelles de jeunesse. La balle est aujourd'hui dans notre camp, et les échéances sont relativement courtes, fin septembre. Cette échéance évidemment n'épuise pas le débat autour de l'opportunité d'une grande loi de programmation culturelle évoquée au cours des débats. Cette perspective ou cette revendication ne saurait cependant faire l'économie d'une réflexion autour d'une politique culturelle de jeunesse portée par les acteurs de l'action culturelle en direction des jeunes... et avec les jeunes. Ceci passe aujourd'hui par notre capacité à maintenir dans la durée un espace de rencontre, de dialogue, d'échange, de mutualisation comme celui-ci.

À bientôt donc.